

LE PLANETARIUM
de Ghassan Salamé

La diplomatie bat la campagne

En ces jours pré-électoraux, la politique étrangère permet aux candidats d'utiles effets de manche. Cela ne suffit pas à masquer l'absence de véritables projets des uns et des autres.

A quoi se mesure la grandeur d'un pays? A l'autonomie de sa politique étrangère, bien sûr. Les petits pays, eux, n'ont souvent que leur survie à défendre et sont tributaires d'une vulnérabilité souvent contraignante. Ils sont malades d'une conjoncture, d'une géographie, de besoins sur lesquels ils peuvent difficilement peser. Les grands, eux, peuvent défendre des intérêts nationaux durables, imperméables aux contingences de leurs politiques intérieures, aux aléas de la conjoncture et à l'évolution de leurs régimes. C'est pourquoi toute diplomatie doit à la fois refléter les choix politiques du moment, mais aussi les dépasser. A trop ignorer les inclinations d'une opinion, on soustrait la politique extérieure au fonctionnement régulier de la démocratie, et la voilà en porte-à-faux face à une opinion indifférente ou désabusée. Mais, à vouloir coller de trop près à cette opinion, on hypothèque les intérêts durables de la nation. Au mieux se voit-on soumis aux fluctuations d'une *vox populi* ambiguë et contradictoire, au pire, aux contingences, toujours mauvaises conseillères, d'un calendrier électoral. La politique asiatique de la France ne saurait être le complément de la lutte contre les triades dans le XIII^e arrondissement de Paris. La politique espagnole ne peut être prisonnière du problème basque. La politique française à l'égard de la Méditerranée devrait être affectée le moins possible par la présence sur le sol français de millions d'immigrés maghrébins. Politique intérieure et diplomatie peuvent se compléter, s'épauler; elles perdent à être confondues. Cela vaut également pour les autres pays: les Occidentaux n'ont pas voulu juger Eltsine à partir de son traitement désastreux du drame tchétchène; ils n'ont pas eu tort. Et il est quelque peu rétrograde de vouloir gagner les élections en les faisant précéder par quelque démonstration de

force à l'étranger comme Margaret Thatcher le fit dans les Falklands. Par contraste, on a récemment pu remarquer que les Américains s'étaient montrés insensibles à ces vieux trucs de candidats en mal de voix: ils ont renvoyé chez lui un *Bush Imperator*, pourtant vainqueur de la guerre du Golfe, et n'ont guère crédité de leurs suffrages un Clinton qui avait, à la veille des législatives de novembre, présidé à l'accord de paix israélo-jordanien.

La France gagnerait beaucoup à ce que les éléments encore épars de ses politiques extérieures soient recentrés au Quai d'Orsay, quitte à fermer la cellule africaine de l'Élysée et à calmer l'activisme diplomatique de plusieurs départements ministériels qui, au cours des dernières années, n'ont pas toujours exprimé, sur les affaires mondiales, des points de vue identiques. Il est difficile de laisser se créer, au sein de chaque ministère, un Quai d'Orsay en réduction. Si l'on peut comprendre bien des nuances, les contradictions sont moins acceptables. Si l'on peut appréhender l'utilité d'un attaché diplomatique auprès de tous les ministres, les politiques «parallèles» ne peuvent se souffrir. Dans une phase politique marquée à la fois par la cohabitation et par la rivalité entre des présidentiables, le risque est grand d'entendre plusieurs voix, parfois discordantes, de la France: sur les accords de Schengen, sur l'Algérie, sur les sanctions imposées à l'Irak, sur l'engagement au Rwanda, sur les plans de paix en Bosnie ou sur la monnaie unique. Il serait utile de mettre fin à cette multiplicité, qui peut se muer facilement en cacophonie, ne serait-ce que pour ne pas dérouter les partenaires extérieurs ni leur laisser loisir de jouer des contradictions – devinées ou réelles – entre dirigeants français. Il y a quelques jours, Alain Juppé appelait à «élargir le rôle du ministère des Affaires étrangères». Il eût fallu plutôt insister sur la restauration de son rôle premier, celui de la voix de la France à l'extérieur, en mettant un frein à la dilution quelque peu anarchique de ses fonctions, hier au profit de l'humanitaire tapageur et du Trésor souverain, plus récemment au profit de l'Intérieur, de la Défense ou du Commerce extérieur...

S'il est grand temps que les programmes des candidats en matière de politique étrangère soient exposés (quand ce n'est pas le silence total, ce sont des incantations plutôt que des projets, que l'on entend), il est également temps de revenir à la pratique de la Ve République, celle d'un arbitre élyséen en dernier ressort. Il faudrait non seulement un nouvel élan, mais d'abord une nouvelle vision du monde et de la place que la France pourrait y occuper, au-delà de ce consensus mou sur l'Europe qui tient lieu (provisoirement?) de politique étrangère. ■